

La centrale nucléaire biélorusse d'Astraviets : menace aux portes de l'Union européenne (partie 2/2)

Julie Monfort¹ et Viviane du Castel²,

Paris, décembre 2020

Comme précisé dans la partie 1 de cet article, la centrale nucléaire biélorusse d'Astraviets représente désormais une menace réelle et permanente pour l'Union européenne.

De nombreux incidents récurrents ont déjà été constatés

- 3 incidents en 2016, dont 2 liés à la cuve du réacteur qui a été endommagée (le 10 juillet), elle est tombée de 4 mètres de hauteur et n'a été remplacée qu'après une pression internationale forte³.
 - Le 17 février 2018, lors d'un essai de fonctionnement du système de sécurité d'urgence du réacteur, un tableau a pris feu et a complètement brûlé.
- Au moins trois incidents en 2019 :
- Le 6 avril 2019, le chef de l'autorité des systèmes de ventilation et de protection contre l'incendie a été arrêté pour corruption. Des défauts du système de conditionnement avaient été détectés.
 - Le 12 mai 2019, un incendie s'est déclaré dans le passage souterrain des communications
 - En juin 2019, un nouvel incendie s'est déclaré dans la première tranche de la centrale nucléaire, à côté du bâtiment du réacteur.
 - Un démarrage avorté en 2020 : le 3 novembre 2020, en pleine crise politique depuis les élections contestées du 9 août 2020, la centrale nucléaire, -qui venait d'être inauguré solennellement par le Président biélorusse Loukachenko- a commencé à produire de l'électricité malgré les multiples problèmes de sécurité qui subsistaient. Elle a été arrêtée dès le 8 novembre 2020, à la suite, d'un problème sur des appareils de mesures et sur un transformateur⁴.

Dans le contexte géopolitique actuel tendu, cette centrale nucléaire constitue en réalité essentiellement une source des menaces hybrides (menaces pour la sécurité, l'énergie, l'armée,

¹ Julie MONTFORT, Spécialiste des questions géo-énergétiques

² Viviane du CASTEL, docteur en sciences politiques. Analyste géopolitique. Spécialiste des problématiques énergétiques et européennes. Directeur des relations extérieures, ISG, Paris. Doctorant en sciences de gestion LIPHA - Laboratoire Interdisciplinaire d'étude du Politique- Hannah Arendt- Univ Paris Est Créteil, LIPHA, F-94010 Créteil, France.

³ <https://www.connaissancedesenergies.org/afp/le-belarus-demande-la-russie-de-replacer-la-cuve-endommagee-dun-reacteur-nucleaire-en-construction-160811>; <http://blog.bio-ressources.com/2016/08/23/centrale-nucleaire-dostrovets-bielorussie-bombe-a-retardement-a-frontiere-de-leurope/>; <https://www.notre-planete.info/actualites/4508-centrale-nucleaire-Ostrovets-risques>

⁴ La mise en service de la centrale nucléaire s'accompagne d'incidents, d'un manque de transparence et soulève un certain nombre de problèmes de sécurité. Les autorités biélorusses évitent toute communication réelle avec la société civile de Biélorussie comme des pays voisins. Depuis le 3 novembre 2020, il y a déjà eu plusieurs « escalas » imprévues liées à une panne d'équipement :

- panne de 4 transformateurs de tension : le premier arrêt a eu lieu le 8 novembre 2020.
- dysfonctionnement du système de refroidissement, le 30 novembre 2020.
- absorbeurs de bruit de vapeur. Le 1^{er} décembre 2020, le ministère de l'Énergie de Biélorussie a rendu public la nécessité d'un ajustement supplémentaire des couvercles des absorbeurs de bruit de vapeur.

etc.). Ainsi par exemple, en août 2020, la Biélorussie a organisé des manœuvres militaires à proximité de la centrale nucléaire.

A enjeu géopolitique, réponse géopolitique

Voici une rapide chronologie des événements, sources de disruptions et de tensions sur les équilibres régionaux européens :

- Le 11 décembre 2020, la Réunion des Parties à la Convention d'Espoo a réaffirmé les conclusions selon lesquelles la Biélorussie ne s'était pas conformée à ladite Convention en créant une centrale nucléaire à Astraviets. Le même jour, **le Conseil européen a réaffirmé l'importance de garantir la sûreté nucléaire. Il a invité la Commission à étudier d'éventuelles mesures visant à empêcher les importations commerciales d'électricité en provenance des installations nucléaires de pays tiers qui ne satisfont pas aux niveaux de sécurité reconnus par l'UE.**
- Le 14 décembre 2020, lors d'une réunion des ministres de l'énergie de l'UE, la Lituanie a soulevé la question des tests de résistance. Le Commissaire à l'énergie, K. Simson, a de nouveau déclaré que la sécurité nucléaire dans le voisinage de l'UE était d'une importance capitale pour l'UE et que les normes de sécurité les plus élevées devaient être garanties à la centrale nucléaire biélorusse

Au mépris des efforts de l'UE, la Biélorussie néglige ouvertement les appels à mettre en œuvre les règles et exigences en matière d'environnement et de sûreté nucléaire. De plus, elle a rendu impossible la visite prévue de longue date du groupe des régulateurs européens de sûreté nucléaire (ENSREG) ⁵

Le refus d'accorder l'accès à des experts en sûreté nucléaire envoie un signal négatif très fort, menaçant les équilibres régionaux et européens.

Face à une telle situation de menace d'atteinte à sa sécurité nationale, la Lituanie a appelé une nouvelle fois les autorités biélorusses responsables à arrêter l'unité 1 de la centrale nucléaire d'Astraviets et à résoudre sans délai tous les problèmes de sécurité. La communauté internationale est bien informée et consciente des multiples incidents opérationnels qui se sont produits depuis la mise en service de cette centrale nucléaire. Ces incidents, graves et répétés, constituent une réelle menace permanente pour la sécurité des pays voisins, mais aussi pour toute l'Europe.

⁵Des experts des pays européens étaient prêts à tenir des discussions en ligne avec les représentants de la Biélorussie, les 14 et 22 décembre 2020, ainsi qu'à visiter la centrale nucléaire le 17 décembre 2020. Cependant, les fonctionnaires du Département de la sûreté nucléaire et radiologique du Ministère des situations d'urgence (Gosatomnadzor) de Biélorussie n'ont pas participé aux entretiens préparatoires. Ainsi, le chef de l'équipe européenne d'experts a été contraint d'annuler la visite d'experts à la centrale nucléaire biélorusse.